

tant que le traité a subsisté, et je crois qu'il en serait de même aujourd'hui.

Je crois que la raison qui porte le peuple du Canada à désirer l'annexion, est simplement parce qu'il souhaite avoir libre accès aux marchés américains. Pouvons-nous supposer que la plupart des Canadiens admirent les institutions des États-Unis, qu'ils considèrent leurs lois meilleures que les nôtres, leur système scolaire préférable au nôtre, leur forme de gouvernement supérieure à la nôtre ? Non, il n'y a rien de tout cela.

Le partisan de l'annexion ne songe par à ces choses. Il favorise l'annexion, simplement parce qu'il désire avoir un libre accès au marché américain, parce qu'il désire voir disparaître les barrières qui séparent les deux pays.

Qu'on lui accorde le libre-échange, et quel motif y trouvera-t-il pour continuer à être partisan de l'annexion ? Il aura obtenu ce qu'il désire. Il n'y a pas lieu de supposer que l'adoption de cette politique conduirait à l'annexion, et rien n'autorise à dire que les relations intimes dans le commerce et l'autonomie distincte en politique sont des choses incompatibles.

Les divers membres de la confédération américaine ont vécu ensemble sous le régime de l'union commerciale, depuis l'organisation de cette forme de gouvernement jusqu'en 1860. Mais l'union commerciale, ou la réciprocité absolue, avec des relations commerciales plus intimes, a-t-elle lié les deux parties du peuple américain ? Loin de là, la nature de leurs sentiments, de leurs vues et de leurs aspirations était aussi distincte quand la rébellion éclata en 1861, qu'elle l'était, quand la constitution des États-Unis fut rédigée en 1789. Cette union commerciale n'eut pas l'effet de rapprocher ces deux sections des États-Unis et de ne faire qu'une autonomie politique, bien que l'union politique des deux parties fût parfaite et complète depuis près de soixante-quinze ans.

Il en sera probablement ainsi de nous. Nous pourrions avoir des relations commerciales plus intimes avec les États-Unis, sans qu'elles tendent à anéantir notre autonomie politique des provinces du Canada.

Dans tous les cas, il est inutile de parler d'annexion ; ce que nous désirons, c'est une liberté commerciale plus étendue—l'accès libre au marché de nos voisins—des relations pacifiques et amicales avec nos frères des États-Unis, un marché et une amélioration sensible dans notre condition.

La question de l'union politique n'est probablement pas une question à être décidée par notre génération. Il n'est pas besoin de nous inquiéter à son sujet et nous pouvons en sûreté la laisser à elle-même, et porter toute notre attention sur une question d'une importance immédiate et pratique—la question du libre accès à notre marché national.

Une autre objection qu'on soulève contre la réciprocité absolue, c'est qu'elle ruinerait nos manufacturiers. Eh bien ! je suppose que, quand l'honorable monsieur aura reçu les circulaires qu'il a adressées aux manufacturiers, il connaîtra mieux ce qu'ils pensent à ce sujet.

J'ai eu des conversations avec un grand nombre de manufacturiers, et je ne crois pas que ce résultat soit à craindre ; mais dans le cas où il le serait, la grande majorité du peuple canadien doit-elle se soumettre aux charges, aux taxes, à la perte de son marché naturel, parce que les petites classes manufacturières souffriraient un peu, si nos grandes

M. CHARLTON.

classes de producteurs jouissaient d'une prospérité plus considérable ?

Nous pourrions tout aussi bien dire que les manufacturiers nous ruinent, mais que notre politique tend à favoriser leurs intérêts ou non—et je crois qu'elle les favoriserait—mais qu'elle leur soit favorable ou non, je suis prêt à appuyer une politique qui sera avantageuse aux quatre-vingt-dix-neuf centièmes de notre population.

Dans le cours de ses observations, mon honorable ami, le premier ministre, a fait allusion à la lettre publiée par l'honorable Edward Blake, et il a cité en les approuvant, certaines opinions émises par cet honorable monsieur, qui occupait récemment un siège dans cette chambre. Je désire lire quelque chose que M. Blake a dit et qui s'applique à lui et à son parti.

Il dit dans cette lettre :

La politique conservatrice canadienne n'a pas réalisé les prévisions de ses promoteurs.

Sir JOHN A. MACDONALD : Nous avons entendu cela avant ce jour.

M. CHARLTON : La chambre ne l'a pas entendu, et, dans le cas contraire, elle l'entendra de nouveau. Dans leur admiration pour M. Blake, je suis convaincu que les honorables députés de la droite seront heureux d'entendre répéter les paroles qu'il leur adresse. Je crains réellement que l'honorable premier ministre n'ait pas lu cette partie de la lettre de M. Blake que je vais citer. M. Blake dit :—

Elle a eu une tendance, ainsi qu'on le prédisait il y a douze ans, vers la désorganisation et l'annexion, et non vers la consolidation et le maintien de l'union britannique dont ils prétendent être les gardiens naturels.

Elle nous a laissés avec une faible population, une pauvre immigration et un Nord-Ouest encore désert ; avec une augmentation énorme de notre dette publique et de nos obligations annuelles. Un système extravagant de dépenses et un tarif injuste et coûteux ; avec des marchés restreints pour nos besoins, soit pour vendre ou acheter, et toute cette suite de maux (rendus plus intenses par nos conditions spéciales) qui en proviennent ; avec un trafic détourné de ses voies naturelles et dirigé forcément vers d'autres voies qui sont par là même moins profitables ; avec des relations difficiles et une barrière fiscale menaçante, nous rendant de plus en plus étrangers avec la puissante nation de langue anglaise qui est au sud, nos voisins et nos parents avec lesquels nous devrions être, comme il a été promis que nous serions, sur un pied de généreuse amitié et de relations libérales.

De mal en pis : elle nous a laissés avec des notions fausses sur l'honnêteté publique et une sombre apathie pour l'opinion publique ; avec des animosités de races, de religions et de provinces plutôt enflammées qu'apaisées ; avec un parlement servile, un pouvoir exécutif autocrate, des divisions électorales corrompues et des classes d'hommes corrompus ; avec une confiance en soi diminuée et une tendance à compter davantage sur la caisse publique et sur l'aide des législatures ; elle nous a encore laissés en proie à un esprit vaniteux et arrogant, bien éloigné de la véritable virilité, pronant bien haut des choses impossibles et des sentiments outrés, et laissant de côté les faits et les véritables idées.

Elle nous a laissés les mains liées, avec notre avenir compromis, et dans un tel embarras que, soit que nous restions immobiles, soit que nous marchions, il nous faut encourir des périls qu'autrement nous aurions pu éviter ou affronter avec de plus grandes chances de succès.

Voilà ce que l'honorable monsieur, pour qui le premier ministre a une si grande admiration, dit de lui et de son gouvernement.

Écoutez ce que dit M. Blake de la politique que le parti libéral a adoptée et préconisée durant les deux ou trois dernières années, la politique que le parti libéral a soumise au pays et la politique qu'il exalte en ce moment :

Bien que le marché libre que le Royaume-Uni, d'après une conception juste de ses propres intérêts, ouvre constamment au monde entier, soit pour nous d'une grande